

Oui à l'économie de marché – Oui au bon sens humain

par Christian Lüscher, conseiller national PRD / membre du comité de la CI Priorité-Liberté

La Communauté d'intérêts Priorité-Liberté a été fondée il y a trois ans, en automne 2006. L'objectif premier de notre association interpartis est de se battre pour la liberté individuelle. Nous luttons contre les prescriptions et interdictions inutiles. Nos convictions libérales nous commandent de nous engager pour la **liberté des citoyennes et des citoyens**. Dans ce même ordre d'idées, nous plaçons au cœur de nos préoccupations la **liberté d'entreprise** et le combat contre la bureaucratie envahissante de l'Etat.

Le flot des lois et ordonnances est énorme. Le quotidien politique nous apprend qu'il existe généralement mille raisons d'imposer une nouvelle loi, mais une seule pour y renoncer – la liberté, précisément.

Non aux restrictions de la liberté individuelle

La **liberté individuelle** de chacun d'entre nous est affectée par chaque nouvelle réglementation ou prescription. Ce même constat vaut pour la **liberté d'entreprendre** dans les arts et métiers ainsi que dans l'industrie. La politique incompréhensible du Secrétariat d'Etat à l'économie concernant les shops des stations-service illustre parfaitement ce propos.

Le SECO ne veut pas que les shops des stations-service restent ouverts 24 heures sur 24. La décision de refuser désormais ces autorisations a été critiquée de toutes parts. Nous nous en sommes rendu compte pendant la récolte de signatures: la population ne comprend pas pourquoi **cette pratique qui a fait ses preuves** jusqu'ici doit être soudainement abandonnée.

Cinq bonnes raisons ont incité la CI Priorité-Liberté à lancer la pétition pour l'ouverture des shops des stations-service:

1. Nous n'avons pas le droit de mettre inutilement en péril des emplois.

C'est une évidence: nous vivons une situation économique difficile. Il est donc plus important que jamais **d'améliorer les conditions-cadres de l'économie ainsi que des arts et métiers**. A l'inverse, il est déplacé de compliquer la tâche des entreprises par des décisions bureaucratiques. Cela n'a pas de sens de dépenser, comme le fait la Confédération, des millions dans des programmes conjoncturels et, de l'autre côté, de menacer des emplois par des décisions injustifiables.

2. Les shops des stations-service répondent à un authentique besoin.

Dans les grandes villes et agglomérations, les shops des stations-service ouverts 24 heures sur 24 répondent à **un réel besoin**. Des agents de police, chauffeurs de taxi, travailleurs en équipe et bien d'autres personnes sont contents de pouvoir faire des petits achats en dehors des heures d'ouverture usuelles. Cette pratique a fait ses preuves depuis plusieurs années et les shops des stations service sont appréciés par de larges couches de la population.

3. Les besoins locaux doivent être pris au sérieux.

L'argument avancé par le SECO, selon lequel il ne s'agit que d'un besoin local limité à quelques grandes villes, est absurde. Il va de soi que la population de Genève ou de Zurich a d'autres besoins que celle de Tolochenaz, de Zufikon ou d'Andeer. C'est justement pour cette raison que **la pratique d'autorisation doit être souple**. De

surcroît, notre principe fédéraliste interdit l'uniformisation, mais commande au contraire de tenir compte des différences de mentalités et de modes de vie entre les régions de Suisse.

4. Le marché se règle lui-même: là où il n'y a pas de demande, il n'y a pas de shop.

Le grand avantage du système d'économie de marché est que le marché – donc l'offre et la demande – se règle automatiquement. Quand il n'y a pas de besoin, donc quand il n'y a pas de clients, personne ne gardera un commerce ouvert. Il est insensé qu'une administration publique comme le SECO s'arroge le droit de définir où et quand il y a une demande. Il appartient aux consommateurs de le faire.

5. Il ne s'agit pas de la protection des travailleurs, mais de bureaucratie.

La décision du SECO n'a aucun rapport avec la protection des travailleurs. Les stations-services ont en effet le droit d'employer du personnel 24 heures sur 24 pour vendre du carburant, des articles de bistro et du café. En revanche, il leur serait interdit de vendre des articles de shop entre 01.00 et 05.00 heures. Une absurdité.

Interventions parlementaires

J'ai déposé en mars au nom de la CI Priorité-Liberté une **interpellation** pour connaître les motifs de la décision du SECO. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la réponse ne donne pas l'impression que l'autorité concernée ait sérieusement réfléchi à cette problématique. C'est pour cette raison que j'ai déposé en juin une **initiative parlementaire** dans le but de donner **une base légale claire** aux shops des stations-service.

Je suis convaincu que notre pays a été bien servi par son **système économique libéral**. L'économie de marché est génératrice de croissance, de prospérité et d'emplois. La liberté individuelle et la capacité de chacun d'assumer ses responsabilités ont fait la force de la Suisse. En cette période de difficultés économiques nous devons, plus que jamais, nous souvenir des valeurs libérales au lieu d'opposer des obstacles inutiles aux entreprises.

Avons-nous vraiment besoin d'administrations publiques qui nous disent quand nous avons besoin de faire des achats? Avons-nous vraiment besoin de fonctionnaires fédéraux qui nous disent quand nous devons acheter tel ou tel produit?

Mon avis est: non, nous n'en avons pas besoin. Misons sur le **bon sens humain** plutôt que sur une bureaucratie qui épuise notre temps et notre force.